



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

15 janvier 2016

L'affaire du kidnapping d'Arnaud reste au centre de l'actualité d'aujourd'hui. Pour preuve, la Présidence de la République a ordonné le transfert d'une vingtaine de prévenus, impliqués dans ce rapt, de la maison d'arrêt d'Ambalatavoahangy Toamasina vers la Capitale. Parallèlement, le Syndicat des Magistrats de Madagascar (SMM) pointe du doigt la presse sur les récentes informations diffusées par trois médias concernant la séquestration d'Arnaud dans la maison d'un magistrat.

Processus électoral

SENATEURS DESIGNÉS: LA PRESIDENCE CROULE SOUS LES DOSSIERS

« Trois cent ! », tel est le nombre de dossiers de candidature déposés auprès du Secrétariat général de la Présidence de la République par les personnalités qui aspirent à siéger à la Chambre haute. Pour rappel, la date limite du dépôt des dossiers de candidature est fixée à la veille de la proclamation officielle des résultats définitifs des élections sénatoriales. En attendant, le nombre de candidatures devrait, certainement, encore augmenter. (L'Express de Madagascar, p.5 ; La Gazette de la Grande île, p.3)

- Le Bureau national de la Fédération des ex-détenus politiques de Madagascar (Fedep) a déposé la liste de ses candidats sénateurs, dans l'après-midi d'hier, au Palais d'Ambohitsorohitra. Conduite par son président national, Henri Rakotomalala alias Riri Be, entouré des membres du bureau national dont le colonel Charles Randrianasoavina, la Fedep, qui a toujours contesté les régimes successifs, se dit convaincue de s'allier sans conditions au régime actuel pour œuvrer de concert au redressement du pays. (Les Nouvelles, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.3)

Politique

LE PARTI ADN RECLAME LA VERITE

Edgard Razafindravahy, chef de file du parti Arche De la Nation ou Antoka sy Dinan'ny Nosy (ADN) réclame la transparence et surtout la vérité sur les sujets brûlants impliquant les hauts responsables étatiques. Une réclamation faite sur les émissions « Salangalanga » et « Ny marina », à l'occasion d'une édition spéciale diffusée simultanément hier, sur la Radio Télévision Analamanga (RTA), la Radio Antsiva et Radio Tana. L'ancien candidat aux élections présidentielles sollicite et sensibilise le citoyen lambda à demander des comptes concernant les activités de l'Etat, portant entre autres sur les actions de développement, les réformes engagées ou encore la lutte contre les maux de la société, pour ne citer que, les trafics illicites et l'insécurité. Une obligation de redevabilité et de transparence à l'égard des citoyens qui ne figure pas encore dans les pratiques des dirigeants actuels, souligne-t-il. Les sujets sensibles concernent d'ailleurs des personnalités politiques majeures mais contrairement à ce que le citoyen attend, rien n'a été fait pour les rassurer. Edgard Razafindravahy lance ainsi un appel au Président de la République pour la refondation du pays à partir de la base. « Procédons à la refondation, revenons à la base, consultons la base. Elisons les réels représentants des fokontany, réglons les problèmes de ce pays, arrêtons les affrontements politiques » a-t-il soutenu à l'antenne. Pour conclure, le fondateur du parti

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



ADN interpelle sur la nécessité de l'organisation d'un référendum constitutionnel garante du développement de la Grande île. (L'Express de Madagascar, p.3)

Economie et société

AFFAIRE KIDNAPPING ARNAUD : LE TRIBUNAL DE TOAMASINA DESSAISI

Sur ordre de la Présidence de la République, la vingtaine de prévenus, placés en détention dans la prison d'Ambalatavoahangy, ont été transférés à Antananarivo. Une source auprès de la Présidence indique que l'environnement judiciaire dans la ville du Grand port ne serait plus propice à la poursuite des investigations et que des mesures ont été prises pour le suivi strict de l'évolution de cette affaire. Compte tenu des soupçons d'incrimination de magistrats, d'agents pénitentiaires et d'employés du tribunal mais également les réactions multiples de l'opinion publique, de la presse et des services de police judiciaire, ce dossier prend une tournure délicate, ce qui a entraîné le dessaisissement du tribunal de Toamasina. Des éléments de la direction de la sécurité présidentielle, de la brigade criminelle ainsi que les policiers d'élite de l'USI et de l'UIR ont escorté le bus qui ramène les prévenus dans la Capitale et plus précisément à la maison de force de Tsiarafahy. Ce dossier de kidnapping prend donc une tournure d'affaire d'Etat (L'Express de Madagascar, p.10 ; Madagascar Matin, p.3 ; La Gazette de la Grande île, p.4-12 ; Tia Tanindrazana, p.2)

- **Midi Madagasikara** revient sur les détails du transfert des prévenus de la prison d'Ambalatavoahangy et s'interroge sur l'ingérence de l'Exécutif, en particulier la Présidence, dans ce processus judiciaire. Quid de l'indépendance de la justice et de la police judiciaire ? D'autant plus que le Président de la République Hery Rajaonarimampianina a interpellé les membres du gouvernement en charge du maintien de l'ordre, lors du Conseil du gouvernement d'avant-hier, en martelant : « Je veux les coupables ». De l'opinion du journal, il s'agit d'une décision qui vise principalement à redorer l'image de l'institution. Et de soutenir que le PRM n'a pas le choix, il doit agir pour prouver aux yeux des bailleurs de fonds que l'insécurité est maîtrisée et que son régime est déterminé à lutter contre toute forme de trafic à Madagascar. (p.2-16)
- L'affaire du kidnapping d'Arnaud connaît de nouveaux rebondissements, informe **Madagascar-Laza**. D'après les chiffres avancés par le quotidien, 31 prévenus ont été transférés à Antananarivo dans le cadre de la poursuite des investigations. (p.4-6). **Les Nouvelles**, pour sa part, atteste de vingt-neuf suspects transférés. (p.4)
- Le double kidnapping de Toamasina suscite un important intérêt de **La Vérité**. Le journal doute d'une part que la procédure de dessaisissement ait été respectée et d'autre part, soupçonne des intentions malveillantes derrière cette élimination des suspects considérés comme des « témoins clés », par les forces de l'ordre, qui pourraient amener aux réels cerveaux de l'affaire (p.3-5)

KIDNAPPING ARNAUD, LE SYNDICAT DES MAGISTRATS DE MADAGASCAR MONTE AU CRENEAU

Le Syndicat des Magistrats de Madagascar a fait une déclaration, hier à Anosy, suite aux affirmations par voie de presse selon lesquelles des magistrats sont impliqués dans cette affaire de kidnapping. Alphonse Andrianjafinomenjanahary, président du SMM a catégoriquement démenti l'information selon laquelle Arnaud a été séquestré dans la maison d'un magistrat. Qui plus est, des menaces de morts et de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



vindictes populaires circulent actuellement dans la ville de Toamasina à l'endroit des magistrats. (Midi Madagasikara, p.2)

- **La Vérité** met en exergue le rappel à l'ordre fait par le SMM à l'endroit de trois médias de la Capitale. Au porte-parole du syndicat d'appeler au respect de la déontologie et de spécifier que des « recoupements doivent être faits auprès des responsables concernés avant toute publication d'informations sensibles et accusatoires ». (p.2)
- **L'Observateur** voit dans l'initiative du SMM une mise en garde à l'endroit des journalistes, notamment ceux qui se sont aventuré à annoncer l'implication d'un magistrat (local) dans l'affaire. (p.3)
- Des risques de violences sont à craindre à Toamasina, rapporte le SMM lors de sa conférence de presse à Anosy. Ainsi, les membres dont les noms auraient été malencontreusement cités par les médias feraient actuellement l'objet de menaces de lynchage public tandis que tribunal est menacé d'incendie (Madagascar Matin, p.4)

HAUSSE DES IMPÔTS COMMUNAUX

Assainissement de la capitale, fluidification de la circulation et lutte contre le commerce ambulante à Analakely, la Commune Urbaine d'Antananarivo a besoin de fonds pour atteindre ses objectifs. Ainsi, pour renflouer ses caisses, elle a décidé de réviser à la hausse les impôts communaux et par la même occasion, dénoncer la perte occasionnée par le non-paiement des patentes par les marchands de rue. D'après les explications des responsables, certains montants de taxe datent de 1990 et les chiffres sont obsolètes et doivent être remis au goût du jour. Cette révision des impôts communaux a été débattue lors de la session budgétaire du conseil municipal. Pour en revenir au commerce de rue, il s'agit selon la CUA de pratiques illégitimes qui causent la désertion des clients dans les marchés communaux et qui encouragent les ventes informelles, le squat des trottoirs et des chaussées et rétrécissent les rues de la ville. (Midi Madagasikara, p.7 ; La Gazette de la Grande île, p.6)

- Bien que Madagascar-Laza ait focalisé son article sur le vote du budget communal par les seuls conseillers municipaux TIM, il détaille les autres décisions prises à l'issue de la réunion du conseil municipal, pour ne citer que l'instauration de nouveaux droits sur l'exploitation NTIC ou encore les taxes sur les cérémonies coutumières. A propos de l'augmentation des taxes, les autres partis politiques présents au sein du conseil municipal proposent comme alternative la réalisation d'un maximum de recouvrement. (p.2)

Relations internationales

L'UNION EUROPEENNE : VERS DES ENGAGEMENTS REELS DE MADAGASCAR

L'Union européenne revient à la charge annonce L'Express de Madagascar. Dans le cadre de la remise officielle de matériaux et d'équipements de santé au centre SALAMA à Tanjombato, l'ambassadeur de l'UE, Antonio Sanchez-Benedito a requis « un engagement réel et continu de l'Etat » en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption. Il a notamment réitéré qu'au-delà des aides et appuis des bailleurs de fonds, l'atteinte des objectifs passe par la réforme de ces deux pratiques démocratiques. Les bailleurs attendent donc des preuves probantes de l'amélioration desdites pratiques et celle de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'administration publique, avant de laisser la gestion des fonds d'aides directement à l'Etat. Dans son allocution, Antonio Sanchez-Benedito suggère l'amélioration des recettes fiscales, afin d'assurer à la population, l'accès aux services sociaux corrects, à l'exemple des services de santé. Il insiste ainsi sur le fait que l'Etat ne doit pas miser sur les seules aides financières. Néanmoins, il reconnaît que la capacité du pays à créer des richesses est encore limitée : une des causes de cette performance insuffisante. (p.5 ; Midi Madagasikara, p.3 ; Les Nouvelles, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.3)

- **Madagascar-Laza** revient sur le rôle des partenaires techniques et financiers dans le cadre des appuis matériels et en équipements ainsi que des financements en vue de soutenir la centrale d'achat de médicaments essentiels SALAMA à Tanjombato. L'Union Européenne, l'Organisation des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque mondiale constituent les partenaires ayant mobilisé leur moyen en vue d'améliorer la prise en charge des soins de qualité en faveur de la population. Les différents appuis se sont manifestés par l'octroi de 151 motos pour les Centres de santé de base (CSB) par l'UNICEF ; 1 900 000 Euros de l'AFD pour les charges de structure de la Centrale d'achat SALAMA et 296 réfrigérateurs solaires pour les CSB ne disposant pas d'électricité. (p.2 ; Les Nouvelles, p.6 ; La Gazette de la Grande île, p.6 ; L'Observateur, p.2)

Format de couverture

Hugues Rajaonson, économiste, livre ses analyses sur la situation économique à Madagascar, pour cette année 2016 sur Madagascar-Laza. Il affirme que la libéralisation de l'économie malgache est nécessaire afin d'éviter que Madagascar ne devienne un pays déficitaire aussi bien en devises qu'en finances publiques. Il partage également ses craintes sur les prochaines années à venir et atteste que « plusieurs dangers nous guettent ». (p.4)

Dans son cahier détachable hebdomadaire Reflet, Les Nouvelles titre « Une nouvelle carte politique se dessine » en se référant à la mise en place du Sénat. Le quotidien y aborde la nomination des sénateurs non-élus, la suspicion de corruption électorale dans la région Sud-Ouest et plus précisément à Toliara, ainsi qu'une majorité fragile à la Chambre haute. Le rôle de la HCC dans la détermination des résultats officiels et des futurs rapports de pouvoir au niveau du palais d'Anosikely ont également été traités. (p.8)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne